

# ZARGANAR, LE « COLUCHE BIRMAN » « NOUS, PRISONNIERS POLITIQUES, NE SOMMIES QUE LIBÉRÉS, PAS LIBRES »



**Acteur, réalisateur et, surtout, chansonnier satirique, Zarganar, « pince à épiler » ou « pincettes » en birman, ne cesse, depuis le milieu des années 1980, de brocarder la junte militaire qui dirige la Birmanie depuis un demi-siècle. Ce qui lui valut de passer plusieurs fois par la case prison depuis 1988, avant de se voir définitivement interdire la scène en 2006. Arrêté une nouvelle fois en juin 2008, cette fois-ci pour avoir porté secours aux victimes du cyclone Nargis et, surtout, fait passer des vidéos témoignant de l'incapacité des militaires, il écoperà, en novembre 2008, d'une peine de cinquante-neuf ans de prison, laquelle sera ramenée, quelques mois plus tard, à trente-cinq ans. Il a été libéré en octobre 2011, lors d'une amnistie générale.**



**CHARLIE HEBDO : Au'est-ce que cela fait de recouvrer la liberté ?**

► **Zarganar** : Je ne peux pas vraiment dire que j'ai recouvré la liberté. J'ai seulement été placé en libération conditionnelle. Ce qui veut dire que, comme j'ai déjà passé trois ans et huit mois en prison, si, pour une raison ou une autre, je déplaçais au gouvernement ou au président, ils peuvent me renvoyer immédiatement derrière les barreaux purger le reste de ma peine, soit trente et un ans et quatre mois. Tous les prisonniers politiques relâchés depuis l'année dernière sont dans ce cas. Nous ne sommes que libérés, pas libres.

**À quoi ressemblaient vos journées en prison ?**

J'étais enfermé dans la partie réservée aux politiques. Des petites unités de quatre ou cinq cellules individuelles, composées d'une pièce et d'une petite cour fermée et surmontée de barbelés qui constituait notre seul contact avec l'extérieur. Mes voisins étaient des soldats de l'armée birmane condamnés à mort pour avoir décapité leur capitaine. Mon emploi du temps était simple. Je me réveillais vers 5 heures et j'attendais que l'on m'apporte un bol d'eau chaude avec lequel je me préparais un café, mon petit déjeuner. Vers 6 heures 15, on m'ôtait mes chaînes et je pouvais aller dans mon « jardin ». Je faisais un peu d'activités physiques, plantais quelques légumes pour améliorer mon ordinaire ou je lissais jusqu'à déjeuner. Toujours la même chose : du riz et de la soupe de pois. Quand je recevais un peu d'argent de ma famille, j'achetais une boîte de corned-beef ou quelques œufs. L'après-midi, rebelote. Jardin, sport, bouquins, dîner — riz et soupe —, puis, vers 18 heures, les gardes me renchaînaient jusqu'au lendemain matin.

**« LES ÉLECTIONS ONT ÉTÉ UN JOLI TOUR DE PASSE-PASSE POLITIQUE »**

**Comment avez-vous fait pour tenir ?**

Pendant tout ce temps, j'ai reçu des lettres, des cartes de soutien venant du monde entier<sup>1</sup>, y compris de France. Quand on est totalement coupé de l'extérieur, cela remonte le moral et ça permet de ne pas laisser tomber, de ne pas devenir fou. Et puis il y avait les livres qui me parvenaient de temps en temps. Au début, comme les responsables de la prison ne lisaient pas l'anglais, à part si le mot « démocratie » était écrit en gros sur la couverture, ça se passait plutôt bien. Mais, en 2010, nous avons eu un nouvel officier qui, lui, parlait

anglais. Mais j'ai quand même pu continuer à recevoir des livres, secrètement. Je les lissais la nuit et les cachais sous mon matelas pendant la journée.



officier qui, lui, parlait

**Vous étiez un privilégié ?**

Aucun prisonnier politique ne bénéficiait de traitement de faveur. À la différence des droits communs, qui, pour peu qu'ils aient un peu d'argent, peuvent jouir de nombreux privilèges. La corruption est en effet présente partout, dans toutes les prisons du pays. Des prisonniers ont des portables, d'autres, des ordinateurs dans leur cellule et certains ont même la permission de sortir toute la journée ou d'aller traîner dans un karaoké.

**Quel est votre sentiment quant au processus démocratique que connaît aujourd'hui la Birmanie ?**

Nous avons vécu pendant quarante-deux ans sous un régime militaire. Cela fait un sacré bout de temps et de nombreuses vies sacrifiées. Nous ne sommes qu'au tout début de ce processus. Maintenant, il faut que nous avançons. Et nous voulons aller très loin.

**Lors des élections du 1<sup>er</sup> avril, les militaires n'étaient pas contre la candidature d'Aung San Suu Kyi. A-t-elle été instrumentalisée ?**

Ces élections ont été un joli tour de passe-passe politique à l'intention des Birmans et des puissances étrangères. En ouvrant un petit créneau pour Aung San Suu Kyi et son parti, la LND<sup>2</sup>, puis en la laissant entrer au Parlement, le gouvernement s'est retrouvé en quelque sorte immédiatement légitimé par les États-Unis, les Européens, le Canada ou l'Australie... Il faut pourtant regarder les choses en face. La LND ne dispose que d'une quarantaine de sièges au Parlement, alors que l'USDP<sup>3</sup> en a trois cent quarante. Que peut-elle faire ? Juste un peu de bruit. Et encore. Car le débat est exclu de notre système parlementaire, et, pour proposer une loi ou faire des commentaires, il faut d'abord passer par le président de l'Assemblée. Qui est lui-même à l'USDP... Le grand gagnant de ces partielles aura donc été le gouvernement. La véritable échéance se situera en 2015, lors des prochaines élections nationales. C'est sur cela que nous devons nous concentrer, pas sur les quarante sièges obtenus en avril.

**La levée des sanctions a donc été prononcée très rapidement ?**

C'est bien trop tôt. Pourquoi n'ont-ils pas fait cela de manière plus progressive ? Quand les choses s'améliorent, tu lâches un peu de lest et ainsi de suite, en fonction de l'avancée des progrès en Birmanie, mais là... Maintenant, ce sont eux qui ont pris ces sanctions, donc qui décident quand les suspendre.

**Après la dictature, les Birmans vont devoir faire face au capitalisme libéral. Sont-ils prêts ?**

Aujourd'hui, la majorité des Birmans « ordinaires » vivent avec environ 30 dollars par mois. Ils sont déjà exploités par des entrepreneurs chinois ou indiens qui monopolisent les ressources naturelles et humaines du pays. Alors tout le monde attend que des entreprises occidentales viennent s'installer en Birmanie en espérant y trouver un emploi mieux rémunéré. Le vrai problème, c'est qu'il n'y a pas de véritables entrepreneurs en Birmanie. Les vingt Birmans les plus riches sont des gens dont le rôle se limite à signer des permis d'exploitation. Pour le bois, pour le gaz, pour le pétrole, le jade ou les rubis... Ils ont peut-être de l'argent, mais c'est tout. Ils ne possèdent pas d'entreprises, pas d'usines, ne créent pas d'emplois. Et ne sont certainement pas prêts à voir débarquer des entreprises étrangères habituées à travailler légalement, et respectant certains cadres juridiques.

**« LES SANCTIONS ONT ÉTÉ LEVÉES BIEN TROP TÔT »**

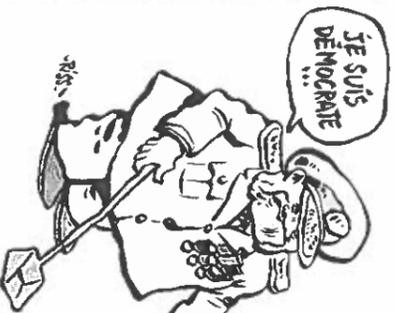
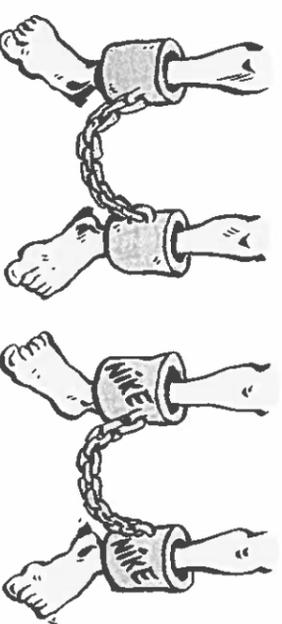
**La coopération avec Pékin batterait-elle de la tête ?**

Il est indéniable qu'il y a aujourd'hui un très fort sentiment antichinois qui se développe en Birmanie. Pas tant pour des raisons politiques, qu'à cause de leur comportement, notamment économique. Ils nous ont vendu des légumes et des produits prétendument frais qui étaient pleins de saloperies et importé du lait et du poudre à la composition douteuse, tout ça a et des conséquences désastreuses sur la santé de nos compatriotes et de nos enfants. Les gens leur en veulent beaucoup pour cela. Ce phénomène n'est cependant pas nouveau. Il y a déjà eu de grandes manifestations antichinoises en Birmanie dans les années 1960, et en 2008, il y a eu aussi un mouvement, certes discret, contre la tenue des Jeux olympiques à Pékin.

Propos recueillis par Patrick Chasse

1. Zarganar avait alors été « adopté » comme prisonnier d'opinion par Amnesty International.  
2. LND : Ligue nationale pour la démocratie, le parti d'Aung San Suu Kyi, fondé en 1988.  
3. USPD : Parti de la solidarité et du développement de l'Union, créé par, et pour, la junte en 2010, auquel appartient le chef du gouvernement birman.

PRISONNIER  
POLITIQUE  
PRISONNIER  
DE DROIT COMMUN



JE  
RAMASSE  
...

